

COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE AVEC FRANÇOIS HOLLANDE

Rapporteure : Valérie Rabault

La FFE a ouvert sa Convention Fédérale 2005 par un débat avec François Hollande, Premier Secrétaire du PS, qui a passé un peu plus d'une heure avec la FFE.

Intervention de François Hollande

Français à l'étranger – FFE

François Hollande a ouvert la Convention en indiquant qu'il serait intéressant que la FFE soit plus associée au niveau national (plusieurs options pourraient être envisagées, un secrétariat national ou encore une place au Conseil National).

Outre cette représentation au sein du parti, il évoque ensuite plusieurs des freins actuels à une bonne représentation des Français à l'étranger :

- (i) la participation en tant que tel. Il estime nécessaire de trouver une réponse, éventuellement via le vote à distance ou le vote par correspondance (après avoir toutefois rappelé qu'il a été supprimé).
- (ii) la représentation des Français au Parlement. Il propose une amélioration du mode de scrutin actuel pour l'élection des sénateurs. Quant à l'Assemblée nationale, il fait le constat d'un vide de représentation pour les Français à l'étranger.
- (iii) l'AFE. Il propose de la transformer en un établissement public.

François Hollande rappelle la précieuse intervention des sections sur nombre de sujets : il indique avoir été alerté par la FFE de la crise en Côte d'Ivoire, tant par la section de la Côte d'Ivoire que celles des pays voisins. , il précise avoir reçu des informations sur la situation au Proche Orient. Il note enfin que la FFE a joué un rôle important dans le débat sur la Constitution européenne.

Situation actuelle de la France

François Hollande s'adresse ensuite aux camarades FFE en tant que Socialistes français en dressant un bilan de la situation de notre pays, qu'il qualifie de très grave : précarité en augmentation, explosion du chômage, détérioration de la compétitivité économique de la France, crise morale profonde en France. Il relève que paradoxalement cette situation peut nous conduire à d'autres 21 avril : il nous explique avoir longtemps cru que l'ampleur du choc du 21 avril 2002 allait faire croître l'esprit public. Or il note aujourd'hui que la droite a tout intérêt à cette désintégration de la société, au repli communautariste entretenu entre autres par Sarkozy. Dans ces conditions, 2007 sera difficile. Ceci ne signifie bien sûr pas qu'il faille renoncer à un projet courageux.

François Hollande estime qu'en 2007, le rejet de la droite devrait être important. En revanche qu'en sera-t-il de l'extrême droite ? Il peut y avoir une tentation à droite de créer une fausse alternance. C'est d'ailleurs ce que fait Sarkozy en cherchant à apparaître différemment.

Accord programmatique avec les autres partis de gauche

Pour ce qui concerne la gauche, François Hollande estime que la seule solution consiste à rassembler. Il n'y a pas d'autre solution pour le PS. Mais on se doit d'être lucide : une partie de l'extrême gauche ne veut pas gouverner avec nous.. Il va nous falloir définir un accord programmatique (ce qui n'avait pas été le cas en 1997, et ce dont Lionel Jospin a souffert entre

1997 et 2002). Le rassemblement ne pourra se faire que sur une ligne socialiste, mais pour cela il faut un PS fort.

Projet des Socialistes

François Hollande précise que c'est par le projet que nous allons pouvoir convaincre. Il note qu'aujourd'hui il n'y a pas au sein du PS une personnalité dont le seul rayonnement nous permettrait d'arriver à la victoire. Pour élaborer ce projet, il va nous falloir être sélectif dans nos priorités : si nous faisons la somme des revendications de tout le monde, nous n'aurons rien réglé. Parmi les priorités qu'il voit, il y a l'emploi et la croissance, l'éducation, la société écologique, la protection de la santé, la rénovation du champ démocratique. Les instruments qui permettront d'y parvenir sont la fiscalité, nos institutions et les outils de protection sociale. François Hollande estime nécessaire de créer des sociétés de financement public qui permettront de lever de l'épargne (car pour maintenir EDF et la SNCF dans le giron public, il faut être en mesure de leur donner des moyens financiers).

Calendrier du parti

François Hollande aborde ensuite le calendrier interne au Parti : au printemps 2006 seront désignés les candidats pour les législatives. La désignation du candidat à l'élection présidentielle se fera au 2nd semestre 2006. Sur ce sujet, il estime qu'une désignation trop précoce nuirait au candidat. Il rappelle que pour la présidentielle de 1981, Mitterrand avait fait connaître ses intentions en novembre 1980 et avait été désigné en janvier 1981, et que pour celle de 1988, il s'était déclaré en mars. Pour l'élection de 1995, il estime en revanche que la désignation en janvier de Lionel Jospin était un peu tardive.

Ambiance dans le parti

François Hollande finit son intervention en abordant l'ambiance dans le parti. Il estime qu'il s'est passé quelque chose de grave pendant le référendum : « ceux qui avaient demandé le référendum interne auraient dû nous dire qu'ils ne le respecteraient pas ». Il relève que c'était la 1^{ère} fois que des Socialistes étaient face à face dans une campagne nationale.

Il note qu'il n'y a d'avenir pour le PS que si nous sommes capables de dépasser le clivage « oui / non ». Il indique que sur cette question il va aussi falloir sortir de l'Europe de la situation dans laquelle elle se trouve et que dans la période actuelle les marges de manœuvre sont limitées. Il relève qu'on peut ne pas être d'accord avec Tony Blair, mais que ce dernier est tout de même en position de leadership, notamment depuis son élection pour un troisième mandat.

François Hollande indique en conclusion qu'il va falloir que nous soyons intraitables sur la question du choix des candidats : une fois ceux-ci désignés, ils devront être soutenus par tout le Parti. Il trouve inadmissible la situation actuelle en Meurthe et Moselle [A Nancy, un candidat socialiste s'est présenté face au candidat désigné par les militants PS].

Questions des camarades de la FFE à François Hollande

Les camarades suivants ont adressé des questions à François Hollande : Jacques Gérard, Jean-Yves Leconte, Jean-Daniel Chaoui, Jean-Pierre Fournier, Victoiria Acin (Costa-Rica), Richard Yung, Valérie Rabault, Théo Chino, Nicole Fondeneige (Bruxelles), Philippe Lazerme, Jean-Pierre Vauchelle (Dakar), Stéphane Séjourné ; Catherine Maestracci (Casablanca)

François Hollande a regroupé ses réponses selon les grandes thématiques abordées :

(i) Français à l'étranger

Pour le projet, François Hollande nous demande de hiérarchiser nos priorités. Il rappelle que le projet ne peut pas être une somme de revendications, certes légitimes.

(ii) Europe

François Hollande s'interroge sur la manière dont on a conduit l'élargissement (question soulevée par Jean-Yves Leconte). Il estime que sur cette question, nous n'avons pas été très bons. Il rappelle que François Mitterrand avait d'abord suggéré l'idée d'une confédération avec les nouveaux entrants. Cette idée a été refusée, à partir de là, on ne pouvait pas proposer autre chose aux anciens pays de l'Est qu'une intégration complète. Il indique qu'en revanche nous n'avons pas suffisamment pesé pour que des budgets soient dégagés pour l'élargissement. Sur ce point, nous aurions dû plus peser au moins en tant que parti (à l'époque où cette question a été tranchée, nous étions au gouvernement en période de cohabitation ce qui était plus difficile). Quant à nos relations avec les partis socialistes des pays entrants, il est vrai que nous n'avons pas suffisamment œuvré. Ceci provient aussi de la structure des partis de gauche en Pologne par exemple.

Concernant le Parti Socialiste Européen (PSE), François Hollande indique qu'il y a eu un moment durant lequel il y a eu une vraie confrontation entre l'idée de la 3^{ème} voie et l'approche protégée par Lionel Jospin. Il note que le PS français avait quelques alliés : les Belges, les Italiens, un peu les scandinaves, et ce essentiellement grâce aux mesures du gouvernement Jospin qui ont abouti à quelques réussites (emplois jeunes, baisse du chômage, etc.). En 2002, le PS a perdu, puis Tony Blair et Schroeder ont gagné, ce qui a inversé le rapport de force au sein du PSE. En dépit de son soutien à George Bush qui l'a un peu affaibli au sein du PS, Tony Blair reste toujours une référence au sein du PSE.

(iii) 29 mai 2005

Plusieurs questions ont été posées sur les conséquences à en tirer. François Hollande reconnaît qu'à l'évidence une majorité de gauche ne s'est pas retrouvée dans nos positions. Il estime toutefois que nous n'avons pas eu tort d'appeler à voter « oui ». En revanche, nous n'avons pas su faire prévaloir notre point de vue. Il note que les catégories populaires avaient déjà voté « non » à Maastricht et que le changement provient d'une partie des classes moyennes.

La question qui se pose aujourd'hui selon lui est « avec qui ré orienter l'Europe » ? Comment convaincre nos concitoyens de l'utilité de l'Europe, qui aujourd'hui n'est plus vécue comme un avantage.

(iv) Préparation du congrès

Plusieurs camarades se sont étonnés de la précipitation avec laquelle était organisé le prochain congrès. François Hollande rappelle que le congrès aurait dû se tenir au printemps 2006. Si on avait attendu jusque là, le risque était de voir le Parti se concentrer plus sur la préparation du congrès plutôt que sur celle du projet. Il note par ailleurs que subir pendant plusieurs mois les petites phrases qui ont volé pendant les deux mois de l'état n'était pas tenable. Donc il était urgent de redonner la parole aux militants. Il relève enfin qu'il n'y a pas de temps à perdre pour l'élaboration de notre projet.

(v) Politique économique

Plusieurs camarades se sont interrogés sur notre projet en matière de croissance, de pouvoir d'achat et de réduction du chômage.

François Hollande estime que le taux de croissance ne doit plus être le seul indicateur utilisé pour orienter les politiques publiques et qu'on aurait intérêt à se référer à d'autres indicateurs et à communiquer dessus (taux de pauvreté, % de salariés pauvres, etc.).

Concernant la concurrence, il se dit d'accord avec la suggestion faite dans une question de définir dans notre projet une politique de la concurrence comme outil d'intervention de

la puissance publique. Il rappelle que la concurrence est citée dans la littérature socialiste et communiste comme un outil à la disposition du pouvoir public.

François Hollande rappelle que notre projet se doit de hiérarchiser les priorités. Il note qu'on a souvent tendance à théoriser, à être dans l'abstraction. Au contraire, il va nous falloir être concret et répondre à la question « qu'est-ce qu'on veut changer ? ». Il suggère de regarder la manière dont Tony Blair fait de la politique, en étant toujours très concret. C'est le seul moyen de regagner notre électorat. Il indique que si la droite peut vivre de l'abstention, ce n'est absolument pas le cas de la gauche.

COMPTE RENDU DE L'ATELIER « FÉMINISME : ENJEU POLITIQUE ET SOCIALISTE »

Rapporteuse : Valérie Rabault

Avec cet atelier, la FFE a souhaité réaffirmer l'importance des enjeux du féminisme tant au sein de la doctrine socialiste que plus concrètement au sein du projet socialiste.

Ce débat a été ouvert et animé par Dominique Aguessy, membre du bureau fédéral en charge des questions de société (une note de cadrage figure dans les documents remis). Rejane Senac, déléguée nationale « femmes et parité en politique » ainsi que Monique Cerisier ben Guiga, sénatrice représentant les Français à l'étranger, ont introduit le débat.

Intervention de Rejane Senac

Rejane Senac commence le débat par une référence à Pierre Bourdieu, auteur d'un ouvrage « la domination masculine ». Elle tente de comprendre comment le choc des cultures peut nuire à l'émancipation des femmes.

Elle relève ensuite que l'augmentation du taux d'activité des femmes en France ne s'est pour autant pas traduit par un meilleur partage des tâches ménagères entre hommes et femmes, ce qui de fait pénalise les femmes dans la conduite de leur carrière.

Concernant les liens entre le féminisme et le socialisme, Rejane Senac note qu'on a dépassé le temps où le féminisme était considéré comme une lutte bourgeoise. Le féminisme est désormais vu comme une revendication politique à part entière, ce n'est pas un thème de plus qui sera traité de manière marginale.

Intervention de Monique Cerisier ben Guiga

Monique Cerisier ben Guiga oriente son intervention autour des problèmes spécifiques aux femmes françaises vivant à l'étranger. Elle observe tout d'abord la discontinuité des carrières des femmes qui les pénalise tant dans leur vie active que pour leur retraite (surtout depuis les réformes Balladur en 1993 et Fillon en 2003). Il n'est pas rare de voir revenir en France des femmes qui n'ont que 300 euros par mois de retraites, et ce alors même qu'elles ont travaillé toute leur vie.

Politiquement, que peut-on faire face à ces situations ? Monique Cerisier ben Guiga rappelle que ce n'est pas facile. Concrètement, prenons le cas d'une femme française qui épouserait un Tunisien. On constate que dans ce type de situation les femmes peinent à demander un contrat en séparation de biens qui seul les protégerait en cas de divorce. Des cellules de conseil peuvent être utiles pour renseigner ces femmes, mais leur impact ne peut être que limité, car elles ne peuvent évidemment pas intervenir dans la vie privée de ces femmes.

Autre situation problématique relevant probablement d'un déficit d'information : Monique Cerisier ben Guiga observe que de nombreuses femmes fonctionnaires démissionnent de leur

poste, pour suivre leur conjoint en expatriation, plutôt que de se mettre en disponibilité. Elle note que là encore une meilleure information pourrait sans doute prévenir des situations qui peuvent devenir problématiques en cas de divorce.

Questions aux intervenantes

- **Marie Claire SIMON** relève que pendant des années il y a eu un représentant de la mission Femmes au sein de la Direction des Français à l'étranger. Elle note que ce représentant n'existe plus.
Monique Cerisier ben Guiga confirme qu'il y a bien eu en 1984 la création d'une mission femme à la Direction des Français à l'étranger.
- **Joël LEBRET** se dit peu optimiste. Il estime que la jeune génération considère que les problèmes spécifiques aux femmes n'existent plus. Or c'est faire fausse route. A la direction des Ressources Humaines du Ministère des Affaires étrangères, il n'est pas rare d'entendre «on ne peut pas envoyer une femme dans tel pays » ou encore «elle a des enfants ». Jamais ce type de remarque ne sera formulé pour les hommes. Il relève que cette situation est très « française » et que les anglo saxons par exemple n'ont pas autant d'état d'âme.
- **Valérie Rabault** répond à Réjane Sénac en indiquant que le féminisme peut encore être vu comme un combat de bourgeoise. Comment convaincre une salariée au SMIC, avec 2 enfants, travaillant dans une usine de découpe de poulets qu'elle a intérêt à rester travailler, afin de s'assurer des droits sociaux et une retraite à elle, alors qu'elle gagnerait autant en restant chez elle s'occuper de ses enfants avec l'APE ? Elle note que dans le projet socialiste, nous n'avons pour l'heure pas de réponse. Réjane Sénac indique qu'il faudrait sans doute s'appuyer sur le modèle des pays scandinaves qui par exemple impose le « partage » des sacrifices en terme de carrière pour la garde des enfants.
- **Christophe MONIER** estime scandaleux que la parité ne s'impose pas aux listes AFE. Réjane Sénac indique qu'elle va faire remonter cette anomalie auprès des instances nationales et politiques.
- **Eunice GOMEZ** témoigne sur deux types de situation : (i) les femmes françaises mariées à des Béninois, qui font vivre toute leur famille, (ii) les femmes d'expatriés français qui « pètent les plombs » lorsqu'elles arrivent au Bénin en ayant renoncé à leur activité professionnelle. Pour ce second cas, elle se demande si l'ADFE ne pourrait pas être plus présente.
- **Claudine LEPAGE** rappelle l'importance des comités pour l'emploi. Elle indique que toutes les femmes d'expatriés ne sont pas fonctionnaires à l'origine et ne peuvent donc pas bénéficier d'une mise en disponibilité. Dès lors, il devient primordial de les aider à trouver un emploi dans leur pays d'accueil, ce qui n'est pas toujours facile notamment du fait de la législation locale.
- **Jean-Pierre FOURNIER** se demande si « on a encore besoin du féminisme ». Il estime que pour sa génération ce n'est peut-être plus nécessaire. Il note en revanche que certaines sociétés françaises ont, à l'étranger, des «pratiques moyenâgeuses » vis à vis de leurs employées. Il cite l'exemple de Carrefour qui a détérioré les conditions de travail de GB récemment racheté.
- **Pierre AVEDIKIAN** évoque la question du personnel consulaire.
- **Hélène CONWAY** se réjouit de voir que les hommes sont beaucoup plus à l'aise pour prendre la parole sur les questions de féminisme. Elle rend hommage au travail concret de Dominique AGUESSY.

PRÉSENTATION DES CONTRIBUTIONS

Convention fédérale du 29 août 2005-09-04 Compte-rendu de la séance de l'après-midi.

Liem Nganc Hoc (Contribution Emmanuelli) ; Arnaud Montebourg ; Henri Weber (Contribution Fabius) ; Dominique Strauss Kahn.

Arnaud Montebourg :

Il faut dépasser le clivage du non et prendre la mesure de la question européenne. Comment construire l'Europe sans ou contre les peuples ? Le résultat du référendum est aussi une critique à l'égard de l'inter gouvernementalisme.

Il faut mettre de la politique en face de la toute puissance du marché. Mais avec quels outils ?

Si la stratégie consiste à constater notre impuissance, on va arriver au niveau social chinois.

L'ordre du possible n'est pas l'ordre du réel (sic). Il faut construire et voir les choses en grand. La mondialisation a été constituée par des choix gouvernementaux. Il nous faut rattraper ce retard et remettre de la politique face à la mondialisation.

Défendre l'idée du retour aux économies régionales, au niveau du continent. On arrive au bout de la stratégie mise en place par le capitalisme ; comment maîtrise-t-on ce système ? Les autres continents construisent des frontières extérieures à leur marché, nous nous les détruisons.

Concernant les Français à l'étranger, pas favorable à l'élection de députés ; mais propose l'élection des sénateurs au suffrage direct à la proportionnelle.

Henri Weber :

Où sont les clivages dans notre parti ? Le PS doit apporter des réponses radicalement nouvelles à une situation radicalement nouvelle. Nous sommes passés d'un capitalisme industriel national à un capitalisme financier mondialisé. Nous sommes face à de nouveaux rapports de puissance : une mise en cause des acquis du salariat et une double radicalisation (à gauche et à droite). Depuis des années les liens forts que le PS avait tissés avec la classe ouvrière se sont distendus. Cela ne date pas du 21 avril et cela s'est amplifié le 29 mai. Comment reconquérir l'électorat populaire sans perdre la confiance des classes moyennes ?

Ne pas se résigner à la force des choses. Etre réaliste, ce n'est pas s'incliner devant la réalité. C'est partir de la réalité pour avancer et progresser vers le souhaitable. Il faut transformer le réel.

Comment réconcilier les deux France ? Celle qui va bien et celle des précaires, des travailleurs pauvres ? Nous avons fait reculer la prolétarianisation, mais c'est fini.

En fait, au PS nous sommes tous des réformistes ; il n'y a donc pas de clivage à ce niveau. Par contre il est sur la nature du réformisme. Il y a le réformisme ambitieux et celui qui manque d'ambition. Par ailleurs il faut être cohérent et se donner les moyens. Par exemple sur l'Europe, l'incantation ne suffit pas ; on demande un budget en augmentation mais on n'a pas de capacité d'emprunt ni de ressources.

Il faut rassembler la gauche et cesser d'insulter les autres formations de gauche. Notre message est actuellement brouillé, car souvent on discute mieux avec les militants UDF qu'avec ceux d'ATTAC.

Il faut donner des signaux forts montrant que nous sommes décidés à résister à la mondialisation libérale. En économie, la psychologie joue un rôle très important sur la consommation et l'investissement.

Nous sommes des politiques, nous devons mobiliser des forces importantes pour éviter qu'elles se désagrègent.

Deux thèmes essentiels :

- réduire le taux de chômage de moitié
- Logement

Liem Nganc Hoc (Contribution Emmanuelli)

Ce congrès arrive un peu tôt.

Le résultat du 29 mai n'est pas une balle perdue de la colère. Ce non est parfaitement rationnel. Le peuple français est adulte. Nous avons fait l'Europe, Mais après la monnaie unique, étape après étape, on devait ajouter l'Europe sociale puis l'Europe politique. Le non pose la question de la réorientation de la construction européenne.

La droite dérive vers un projet neo-conservateur.

Les caisses sont vides car il n'y a pas de croissance.

Nous regrettons que le débat sur le projet soit remplacé par celui sur les personnalités présidentiables.

Parmi les réformistes il y a plusieurs courants. Le PS concentre toutes les sensibilités issues de la révolution française.

Entre 1997 et 2002 il y a eu un malentendu entre l'espoir et ce que nous avons fait de la victoire. Le programme de 97 était très social-keynesien. Puis pendant le mandat on a fait des choses qui n'étaient pas dans le programme comme l'impôt négatif, la baisse des impôts, la discrimination positive, etc... Cela a créé l'ambiguïté du 21 avril. La gauche n'a pas perdu pour des raisons économiques mais pour des raisons sociales.

Sur le chômage la droite prône une déréglementation du marché du travail. La panne de croissance est due au manque d'investissement et de consommation. Il faut donc relancer l'investissement par l'initiative publique nationale et européenne.

Dans le domaine industriel, tous les secteurs stratégiques sont en voie de privatisation. La maîtrise publique de l'énergie est une question clé.

De même il faut une grande réforme fiscale avec une réforme de l'impôt sur le revenu et une baisse de la TVA.

L'enjeu du congrès est le rassemblement autour d'un projet socialiste.

Dominique Strauss-Kahn :

Puisque tous les socialistes sont pour le rassemblement, autant le faire tout de suite, sans attendre le congrès. En réalité les textes des contributions ne sont pas tellement innovants par rapport au congrès de Dijon.

Le 29 mai était sans doute le rejet du libéralisme mais le texte de la constitution aurait permis de mieux atteindre nos objectifs.

Ce congrès sera vraiment important ; car ce que l'on a cru tranché à Dijon ne l'a pas été. Celui-ci devra donc trancher et cela devra tenir pour les 10-15 ans à venir.

Si mon texte n'est pas majoritaire le parti aura beaucoup de mal à gagner à l'avenir.

En fait nous n'avons pas le même regard sur la mondialisation.

Il faut être capable de revisiter tous nos dogmes, dont celui de l'école publique.

On a gelé l'Europe.

Les Français ne veulent plus qu'on leur raconte des salades ; le mythe « on rase gratis » fait de moins en moins recette. Il faut faire des propositions sérieuses. Restons modestes dans l'annonce mais pas dans l'ambition.

Je suis pour le socialisme en tranches ; si on ne peut pas avoir dix, on prend un.

Pour rassembler à gauche, il faut partir de ce que nous voulons nous.

DÉBAT SUR L'AFRIQUE AVEC GUY LABERTIT
--

Jean-Daniel Chaoui :

Souligne le désintérêt du parti pour l'Afrique.

Il classe les pays africains en trois catégories de démocratie :

- 1- Pays démocratiques : Sénégal, Maurice, Afrique du Sud
- 2- Pays moyennement démocratiques, jouissant d'une relative liberté politique : Madagascar, Kenya, Mali
- 3- Démocraties, absence d'alternance possible : Tchad, Libye, Zimbabwe, Togo, Ouganda, Rwanda
- 4- Pays où la situation politique est chaotique ; RdC, Côte d'Ivoire, Somalie, Libéria.

Après un certain idéalisme du PS, il y a eu, devant le peu de résultats, un renoncement implicite au profit de l'ordre et de la stabilité.

Le message envoyé au peuple africain est que le seul moyen de s'en sortir est la violence.

Guy Labertit :

Confirme l'intérêt médiocre du parti pour ces questions. Toutefois le MJS a consacré à La Rochelle une séance plénière à l'Afrique. Que feront les socialistes si nous revenons au pouvoir ?

Il n'est pas ringard de s'intéresser à l'Afrique. C'est le continent qui souffre le plus de la mondialisation. C'est le continent des désordres.

Le développement solidaire devrait guider les socialistes.

Il faut réanimer l'intérêt des socialistes pour l'Afrique, par rapport à une droite qui est ancrée dans le passé.

Un point très important est notre rapport à l'armée française ; le cœur de notre armée est opposé à toute évolution de notre rapport au politique.

Dans l'Afrique francophone, il n'y a que deux présidents civils. C'est le reflet d'un certain rapport à l'Afrique.

Voir ma contribution pour trouver les politiques alternatives.

Il faut une approche politique de ce continent.

Entre 97 et 2002 nous avons fait la réforme de la coopération, qui a été une réussite administrative, mais nous avons manqué de courage politique dans les choix budgétaires. On ne peut pas faire mieux avec moins.

Il faut revoir tous les accords de défense avec la nouvelle donne mondiale. La question militaire est essentielle. Il n'y a plus d'accords bilatéraux idéaux ; il faut impliquer l'Europe.

L'impôt mondial est une bonne idée.

Il vaut mieux parler d'engagement public au développement plutôt que d'aide publique.

Dans le parti on n'est pas uni sur l'Afrique. Certains veulent s'en aller et pensent que seule une politique multilatérale est possible. Je pense qu'il faut maintenir ce rapport et être un facteur dynamique politique dans l'ensemble européen.

La discussion s'est ensuite engagée sur la Côte d'Ivoire puis sur le Bénin.

La question de la conditionnalité de l'aide publique au développement a été débattue

Mardi 30 août 2005.

La matinée a commencé par le traditionnel petit déjeuner dans la cour Pierre Bérégovoy. Cette année sur proposition de Danièle Seignot étaient invités tous les permanents du siège et nous avons eu l'agréable surprise de la visite du camarade Jack Lang.

I/ Rapport moral et financier

Après la présentation du programme de la matinée, Pierre-Yves Le Borgn' a présenté le rapport moral en insistant sur la bonne santé de la Fédération tant au niveau des reprises de cartes avec de plus en plus de demandes d'adhésions par l'intermédiaire du site, que de la répartition : une centaine d'états.

Il s'est aussi félicité de la forte mobilisation des sections dans la préparation du projet et la reconnaissance par le national de la spécificité de notre fédération : ainsi la demande du secrétariat national à la section des Etats -Unis d'écrire des articles sur les élections dans ce pays.

Il a aussi indiqué l'importance accordée par le bureau sortant à la formation.

Ensuite chaque membre du bureau a rendu compte du travail des commissions (voir tome 1 du rapport)

Le débat qui suivit fut très court, toutefois notre 1^{er} fédéral fut interrogé sur son vote d'exclusion de Laurent Fabius lors du Conseil national du 6 juin. Pierre-Yves rappela qu'il avait fait une explication de vote sur le forum dès la sortie du CN. Il insista sur le fait qu'il s'agissait pour lui de préserver le principe du respect du vote des militants mais aussi la décision que le congrès soit avancé lui avait facilité le vote considérant qu'il s'agissait de mettre en place une direction qui aurait à gérer les affaires courantes.

Enfin la section de Bruxelles fit connaître son regret de ne pas avoir été informée préalablement sur la proposition qui avait été faite au parti socialiste Belge d'intégrer dans sa liste Olivier Duhamel. Pierre-Yves fit savoir qu'il avait saisi le national du manque de concertation avec les sections locales d'autant que le même procédé avait eu lieu en Espagne et en Italie.

Monique Cerisier fit part de sa satisfaction de l'appui qu'avait apporté ce Bureau Fédéral au travail des deux parlementaires.

Christophe Monier, Trésorier fédéral, présenta ensuite le rapport financier en insistant sur la modernisation des outils de gestion : nouveau logiciel permettant une comptabilité analytique et la possibilité de payer les cotisations par carte bleue.

Il signale aussi que les deux Sénateurs ont accepté une prise en charge plus conséquente de notre permanente ce qui a un effet bénéfique sur le budget de la FFE.

Bernard Cassaigneau, commissaire au compte, félicite tous ceux qui ont tenu les comptes pour l'exactitude, la transparence et la lisibilité.

Dans le débat qui suivit le trésorier fut interrogé sur les possibilités de diversifications des placements : pourquoi pas des obligations d'état et aussi sur le suivi des comptes en cours d'année ?

Christophe signale qu'il existe un état mensuel et rappelle qu'il est convenu que l'on doit avoir à disposition l'équivalent d'un an de fonctionnement.

Répondant à des questions sur le déficit, il rappelle que celui-ci a été adopté par la convention 2004.

Plusieurs intervenants ont rappelé que seul le Bureau Fédéral est responsable de la mise en œuvre du budget ainsi des commissions ad hoc comme le comité de campagne référendaire (quels que soit leurs compositions) n'étaient pas habilités à décider de dépassement.

Répondant à des interrogations concernant le budget prévisionnel 2006, Christophe rappelle que la campagne pour les élections AFE relève de l'ADFE et que la seule ligne est la subvention à l'ADFE.

Pierre Yves fit procéder au vote.

Quitus est donné au rapport moral à l'unanimité.

Quitus est donné au rapport financier à l'unanimité moins deux abstentions.

II Présentation des candidatures :

1 / Pierre Yves Le Borgn'

Une FFE active, ambitieuse et influente pour gagner en 2007

Je suis candidat à un second mandat comme Premier Secrétaire Fédéral, sur la base d'un bilan et d'une ambition pour la Fédération des Français à l'Étranger à l'horizon 2007-2008.

- Un bon bilan :

Au printemps 2003, je m'étais présenté à l'élection du Premier Secrétaire Fédéral avec l'objectif de développer le potentiel militant de la FFE et ainsi d'asseoir son influence au sein du Parti Socialiste. Les priorités que j'avais identifiées étaient la formation, la communication et la participation de notre Fédération à toutes les activités nationales du Parti. Deux ans après, ou en sommes nous ?

- Formation : doublement du budget pour pérenniser et développer nos sections ;
- Communication : diffusion à chaque adhérent tous les mois de septembre d'un rapport annuel d'activités et d'une compilation exhaustive de toutes les motions et contributions adoptées dans l'année (copies au Secrétariat National et aux Présidents des groupes parlementaires) ; développement du site Internet, du forum-ffe et de la liste infos-ffe ; diffusion de toutes les motions sur le forum et le site, et suivi auprès du Secrétariat National ;
- Activités nationales du PS : participation de la FFE à toutes les réunions du Conseil National et de la Commission Nationale du Projet, à l'Université d'été, à la journée nationale des secrétaires de section, au séminaire annuel des Premiers Secrétaires Fédéraux, aux commissions nationales et au Congrès du Parti des Socialistes Européens, (comptes-rendus diffusés systématiquement sur le forum-ffe et la liste infos-ffe) ;

De cette manière, l'influence de la FFE a pu progresser au sein du Parti Socialiste.

- Une ambition pour la FFE à l'horizon 2007-2008 :

Cette ambition est de contribuer à la victoire du candidat(e) des socialistes à l'élection présidentielle de 2007, en réalisant notre meilleur score dans les centres de vote à l'étranger. A cette fin, le renforcement du maillage militant est essentiel. Tout aussi essentielle doit être

l'union des forces de gauche sur le terrain, ce qui implique notamment de travailler plus étroitement avec l'ADFE – Français du Monde et son groupe d'élus à l'Assemblée des Français de l'Étranger.

Mes priorités sont les suivantes :

- Poursuivre le travail de mise à jour du Projet Fédéral «Solidaires pour demain » en 2006 : définir 10 propositions clés pour les Français à l'étranger à introduire dans le programme du (de la) candidat(e) du PS : protection sociale, économie, éducation, formation, droits des femmes, culture, représentation politique, citoyenneté, nationalité, sécurité des personnes et des biens ;
- Etendre la présence de la FFE dans la plupart des pays du monde : Nous avons quelque 55 sections. Pourtant, le 29 mai, le PS était représenté par un délégué dans 92 centres de vote. Objectif : 70 sections en 2008, en aidant particulièrement les camarades isolés à créer une section. Cela contribuera aussi à pousser nos effectifs vers 1 200 membres, permettant ainsi à la FFE de rentrer dans le premier 1/3 des Fédérations du PS ;
- Venir en aide aux secrétaires de section dans leur tâche d'animation : préparation par le Bureau Fédéral d'un dossier thématique chaque trimestre, adressé à tous les secrétaires et commissions administratives de section;
- Positionner les sections de la FFE comme partenaires (1) des collectivités locales dirigées par la gauche (soutien à la recherche de correspondants locaux pour les projets de coopération décentralisée des régions, départements et communes) et (2) du Secrétariat International du PS (préparation d'une analyse annuelle sur la situation politique et économique du pays d'établissement) ;
- Mettre en place une Union des Elus Socialistes et Républicains de l'Étranger et assurer la présence d'un membre de cette union au sein du Bureau de la Fédération Nationale des Elus Socialistes et Républicains ;
- Soutenir l'action de l'ADFE – Français du Monde, tant dans le militantisme de terrain qu'à l'occasion des élections à l'AFE : les socialistes doivent davantage s'engager au sein des sections ADFE et y exercer des responsabilités. Cela requiert de s'approprier le débat politique sur la situation des Français à l'étranger. Une délégation de la FFE rencontrera le groupe ADFE – Français du Monde à l'Assemblée des Français de l'Étranger avant chaque session plénière de l'AFE. Des Etats Généraux des Français de l'étranger seront organisés à la fin 2006 pour poser les bases de l'union des forces de gauche à l'étranger (partis politiques et mouvement associatif).
- Regagner au profit du PS en 2008 le siège de Sénateur perdu à la suite de la défection de Pierre Biarnès en septembre 2001.

La tâche de Premier Secrétaire Fédéral est lourde et exigeante, mais elle est surtout exaltante. Les enjeux des années 2005-2008 seront nombreux. Je crois profondément en l'avenir de la FFE. Je souhaite y travailler, avec une équipe fédérale dynamique et rassemblée, avec des sections actives et enthousiastes.

Nous pouvons faire beaucoup ensemble au bénéfice de nos idéaux de justice et de solidarité, résolument à gauche. C'est le sens de ma candidature à un second mandat comme Premier Secrétaire Fédéral.

2 / RÉSUMÉ DES REMARQUES DU GROUPE FABUSIEN Contribution présentée par Frédéric Brunier (Pékin) et écrite par René Aicardi (Hong Kong), Jean-Pierre Fournier (Belgique), Catherine Dib (Belgique), Jean-Pierre Vauchel (Dakar) et Frédéric Brunier (Pékin).

AGIR À GAUCHE A L'ÉTRANGER

Chers camarades,

Nous tenons à remercier l'équipe fédérale actuelle pour sa disponibilité, et les différents chantiers mis en œuvre depuis le dernier congrès. Nous inscrivant dans une démarche de rassemblement, nous nous limiterons à un énoncé des différents points à améliorer lors de la prochaine mandature :

- une meilleure représentativité de la Fédération au niveau des instances nationales : Il est dommage que nos positions ne soient pas plus relayées au niveau des instances nationales. Aucune des contributions représentant les courants majeurs ne laisse une place importante aux problématiques ou aux enjeux que rencontrent les français établis hors de France...
- une politique vis-à-vis des nouveaux adhérents plus ambitieuse : Voilà trois ans que le nombre de nos adhérents stagne sous la barre des 1000, alors que la population des français établis hors de France approche sûrement des 2 millions. Compte tenu des situations dans les autres fédérations, il est assez facile, avec une politique ambitieuse, de faire doubler le nombre de nos adhérents, et de devenir par la même une des premières fédérations du parti !
- une organisation de la vie militante mieux cadrée : un effort à faire auprès des jeunes. La proportion des jeunes de moins de 30 ans, représentant l'avenir de notre parti, est affligeante au sein du PS en général. Mais le PS peut compter sur l'appui des forces du Mouvement des Jeunes Socialistes, alors que la FFE non ! Il est urgent de faire un travail d'approche des jeunes français établis hors de France, qu'ils soient lycéens, étudiants, à la recherche d'un emploi ou en poste, en travaillant main dans la main avec le MJS, l'UNL, l'Unef Id, les associations de parents d'élève, etc.
- une vaste campagne afin de connaître les besoins et les attentes des français dans chaque pays d'adoption : Par la mise en place d'un sondage et d'un questionnaire, que chaque camarade remplira, afin de voir sur quels points (chômage, santé, retraites, enseignement, sécurité, droits des femmes, etc....) il est urgent que le parti défende les français ! Actuellement personne n'a de visibilité sur ces questions là au niveau national.
- une meilleure représentativité au niveau des instances fédérales, avec représentation de chacun des courants, et représentation de chacun des continents : Chaque continent devrait être représenté au niveau fédéral, ainsi que chacun des courants qui forment le PS, encore une fois dans une démarche de rassemblement.

Pour conclure, nous pouvons d'ores et déjà vous confirmer, en accord avec Laurent Fabius et Claude Bartolone, la prise en compte des problèmes des français établis hors de France et la garantie pour eux d'une plus grande sécurité à tous les niveaux.

3 / Candidature de Philippe Lazerme au poste de Premier Secrétaire Fédéral

Chers camarades,

Aujourd'hui je vous présente ma candidature au poste de Premier Secrétaire Fédéral car je sens que notre fédération a besoin de dynamisme, de souffle, d'une volonté offensive de développement et d'une clarification de son positionnement dans les différentes régions du monde où elle est présente.

En un mot, elle a besoin de plus de **courage politique**.

Nos sections sont le vivier de nombreuses potentialités et débordent d'énergie créatrice qui ne demande qu'à s'exprimer. Toutefois écrire des contributions et les transmettre aux différents secrétariats du parti ne suffit pas. Ces textes riches doivent faire l'objet de débats au sein de la fédération de façon à dégager une position majoritaire qui aura d'autant plus de poids à l'intérieur du parti et évitera à ce travail de se retrouver dans un tiroir.

→ C'est pourquoi **je propose** que chaque année la Convention Fédérale vote trois thèmes qui seront soumis à l'étude des sections. Les synthèses des débats en section seront envoyées au Conseil Fédéral qui proposera une ou plusieurs versions synthétisées au vote de la Convention fédérale. Le texte approuvé deviendra la position de la fédération et pourra être présenté comme tel à la direction du Parti. Ce qui n'empêche pas les sections de discuter, en plus, d'autres sujets.

Pour que notre fédération vive et débattenne réellement, **il faut redonner force et vigueur au Conseil Fédéral**. Au cours des trois dernières années il n'a jamais été sollicité sur des sujets de fond. Même s'il ne peut pas se réunir physiquement, il doit retrouver le rôle qui est le sien. Ma proposition précédente va dans ce sens. Il doit s'impliquer davantage dans la politique suivie par la fédération.

Nous souhaitons tous que notre fédération soit mieux entendue et écoutée par les instances dirigeantes de notre parti. Cela ne passe pas uniquement par des relations individuelles. Chacun sait que plus on est fort, plus on est pris au sérieux. C'est pourquoi nous devons nous développer en termes d'adhérents. Les dernières années, malgré "l'après 21 avril" nous avons vu nos effectifs baisser puis stagner.

→ **Je proposerai** un plan de développement concret avec des objectifs chiffrés et les moyens nécessaires.

Mais pour que nos compatriotes adhèrent et surtout restent dans notre fédération il faut qu'ils voient clairement à quoi sert notre parti à l'étranger. Or, actuellement, l'image est brouillée et souffre des interférences avec certaine association de Français à l'étranger. Il ne faut pas craindre de débattre de sujets sensibles; les occulter est un mauvais service rendu au parti.

→ **Je propose** donc, au cours de la prochaine mandature, que le Conseil fédéral, puis les sections, se prononcent sur les deux thèmes suivants:

- Comment vivre la distinction qui existe entre l'Europe et le reste du monde? Les problèmes de nos compatriotes sont très différents et les solutions aussi.
- Comment affirmer le rôle de notre parti dans toutes les instances politiques où sont représentés les Français vivant à l'étranger?

Le projet est ambitieux et n'est pas de tout repos, ni pour les sections, ni pour le conseil fédéral, ni pour nos partenaires. Mais aspirons nous au repos ?

4 / Intervention de Valérie Rabault (Londres) –

On entend souvent parler de la « spécificité » de la FFE, cette Fédération qui vit au cœur des grands enjeux actuels : l'Europe, la mondialisation, le dialogue Nord Sud qui doit absolument être re-inscrit dans une politique socialiste digne de ce nom. Je suis ravie de voir que cette spécificité est désormais reconnue par François Hollande qui a rappelé hier « qu'il faudrait peut-être songer à plus associer la FFE » au sein du PS et de sa direction.

Pour autant, malgré ces promesses d'association, force est de constater que le Secrétariat International du PS préfère toujours demander analyses et conseils aux « experts » du Quai d'Orsay plutôt qu'aux camarades de la FFE ou encore que nos études peinent à percer les cercles de notre Parti, et ce en dépit des efforts engagés de manière de plus en plus soutenue.

Face à ce constat, que faire ? quelle doit être notre ambition pour la FFE ?

Notre ambition doit être politique : la FFE doit gagner au sein de notre Parti le rôle politique qui découle de la spécificité que nombre de camarades et dirigeants lui reconnaissent.

Pourquoi faire ? Pour que le PS puisse mieux et plus peser sur les arbitrages politiques, qui sont décidés tant au niveau européen qu'au niveau mondial. On le constate aujourd'hui, beaucoup d'hommes et de femmes politiques français, y compris dans nos rangs, affichent encore une vision « franco française ». On ne peut plus continuer sur cette voie à l'heure actuelle car cette démarche ne permet plus de répondre aux problèmes auxquels les Français sont confrontés. Pour gagner 2007, il nous faudra répondre en priorité au problème de la croissance, du pouvoir d'achat et du chômage. Pour une partie de ces réponses, notre action politique de moyen terme devra se dessiner, *a minima* à l'échelle européenne si nous voulons réellement être efficaces.

C'est pour répondre à cet objectif que la FFE doit devenir le « bras politique » du PS en Europe, et sur les questions internationales. C'est le seul moyen de véritablement sensibiliser nos dirigeants. Je sais, ce n'est pas facile car nous sommes bien forcés de reconnaître que beaucoup des responsables de notre Parti, y compris ceux du courant NPS auquel j'appartiens, ne sont pas toujours enclins à se lancer dans la bataille de la négociation avec leurs partenaires étrangers.

Comment y parvenir ?

Avec plusieurs camarades de la FFE, nous avons, depuis deux ans, incité les leaders du courant NPS, à nouer des contacts avec les partis frères, dans un premier temps sur les questions européennes. Notre ambition est d'élargir à l'Asie, l'Afrique et l'Amérique ce type de démarche, bien sûr lorsque cela ne remet en cause la sécurité de nos camarades.

C'est ainsi que Charline Nicolas de Bruxelles a organisé en mai 2005 une rencontre entre Montebourg et Rasmussen, le président du Parti Socialiste Européen. C'est ainsi que Montebourg a passé deux jours à Londres en mars 2005 pour rencontrer des députés travaillistes afin de voir si un terrain d'entente était possible entre nos exigences en matière de protection sociale et leur proposition de remise à plat de la PAC, des syndicalistes anglais, et bien sûr la section de Londres ! A l'invitation de Gisela Stuart, députée travailliste négociatrice de la Constitution européenne, j'ai proposé à Montebourg, en novembre 2004 durant la campagne pour le référendum interne, d'exprimer ses positions sur l'Europe, dans le journal des parlementaires anglais.

Il s'agira durant la prochaine mandature de susciter ces actions et de les renforcer lorsqu'elles existent, en donnant aux sections tous les moyens nécessaires et en faisant en sorte que ces démarches soient utilisées et relayées par le National. Face à la multitude des enjeux

internationaux (le Proche Orient, les questions énergétiques notamment via la montée du prix du pétrole ou encore le protocole de Kyoto, la remise de la dette des pays du Sud proposée par Tony Blair, la chute des productions textiles de certains pays asiatiques depuis la levée des quotas chinois), les responsables du PS ne peuvent pas se permettre d'ignorer les relais socialistes qu'ils ont dans l'ensemble du monde. C'est une des responsabilités majeures qui incombe, avant tout, au Premier secrétaire fédéral.

Pour pouvoir jouer ce rôle politique au sein du PS, il faut renforcer notre visibilité, tant en interne qu'en externe (notamment via les médias). Être plus visible, c'est aussi recruter des militants. Or depuis le congrès de Dijon, la FFE en a perdu quelques uns. Là aussi, il nous faudra utiliser toutes les méthodes à notre disposition (mailing à des jeunes partant en coopération ignorant souvent l'existence de sections socialistes à l'étranger, campagne de recrutement avec les sections, etc...). **Enfin, la FFE doit bien sûr être porteuse d'ambitions pour les Français vivant à l'étranger. Jean-Yves Lecomte va vous les exposer dans un instant, ambitions qui ont été relayées dans la contribution thématique qu'il a managée en tant que responsable des études au sein du BF.**

5 / Intervention de Jean-Yves Lecomte : Unir à gauche pour un monde plus juste.

Si NPS n'annonce aujourd'hui aucune candidature, c'est parce qu'on ne peut pas engager une démarche fédérale indépendamment de ce qui se passe au niveau du national, des débats qui ont lieu actuellement au sein du Parti, de la ligne qui sera choisie. Le meilleur service qui puisse être fait à notre fédération c'est d'être intégrée au maximum dans la discussion sur les enjeux nationaux, et d'y apporter sa part. Toutefois, ayant été candidat en 2003, porteur d'une volonté de renouvellement, j'aurai à cœur que, cette fois aussi, le congrès renforce celle-ci et apporte de nouvelles perspectives pour notre fédération : Que la FFE démultiplie son engagement européen, développe ses analyses sur l'évolution de nos pays de résidences, qu'elle soit un aiguillon pour la promotion d'une modernisation de nos institutions.

A ce titre, nous pouvons être satisfaits de notre bilan, à nous membres du BF NPS, lors de cette période. Ainsi la contribution signée par nombre des membres du BF et nos deux sénateurs présente des propositions nouvelles, et marque sur l'analyse de la politique de la gauche envers les Français de l'étranger entre 1997 et 2002 une position que nous étions les seuls à défendre en 2003, à l'occasion du congrès de Dijon : Nos idées progressent !

Dans le pays, dans le Parti, dans notre Fédération, si nous voulons que les choses changent, si nous souhaitons être utiles à ces changements, cela ne dépend que de nous. Compte tenu des enjeux actuels : tant l'enjeu européen que la réponse à apporter à la mondialisation ou à la réorientation de notre engagement pour l'aide au développement, notre Fédération a une responsabilité particulière, car nous sommes à bien des égards des pionniers et des observateurs privilégiés : à l'avant garde de la citoyenneté européenne, aux avant postes partout sur la planète des conséquences de la mondialisation et des réactions et réponses que les hommes y apportent, les premiers témoins de l'obligation d'une lutte contre la corruption comme condition essentielle de la réussite de toute politique de coopération.

Nous devons gagner en 2007. Pour l'Europe, pour la France. Mais nous devons en ce qui nous concerne cette victoire à ceux qui souffrent aujourd'hui du désengagement de l'Etat vis à vis des Français de l'étranger. C'est pourquoi nous devons dès aujourd'hui mettre en place les outils qui nous permettront de peser sur les réformes qu'il faudra faire, dès le lendemain de la victoire. Et il y aura urgence, car les réformes que nous souhaitons, ne pourrons attendre la fin de la législature. C'est donc l'équipe fédérale qui sera issue du congrès du Mans qui aura la responsabilité de porter proposition, de les défendre, de les mettre en œuvre. Le vote de

novembre aura donc des conséquences lourdes pour les Français de l'étranger. Au-delà de notre revendication d'une représentation politique plus juste et plus efficace, il nous faudra rapidement redonner à l'AEFE les moyens de ses orientations, retrouver les actions d'une action sociale délaissée par la droite au profit d'une certaine forme de charité. Au développement d'une politique d'aide à la recherche d'emploi à l'étranger et à la création de micro entreprise. : Les pistes de la contribution déposée en juillet devront être toutes poursuivies.

Nous devons aussi travailler à la reconnaissance de notre fédération et à un maximum d'échange entre nos adhérents et ceux des fédérations métropolitaines. Le référendum du 29 mai a montré à quel point nos sensibilités étaient différentes, à quel point nous pouvions observer un certain décalage. La réponse ? des jumelages entre les sections de la FFE et des sections de France. En trouvant les outils de financement de ce type de coopération. De même, pour une meilleure reconnaissance de l'Assemblée des Français de l'étranger, celle-ci, au-delà des réformes de l'action publique que nous proposons devra parvenir à être reconnue par les autres collectivités territoriales de France. Dans un premier temps, nous devons travailler à créer des liens entre l'AFE et les responsables socialistes des conseils régionaux.

Nous devons aussi aider les sections à être utile à la vie politique des pays d'accueil, lorsque cela est possible. Et, par exemple, à l'occasion de surveillance de processus électoraux, où les Français sont souvent absents.

Plaçons-nous à l'avant garde de l'Europe fédérale, travaillons à une réelle représentation des communautés de citoyens commandites dans l'UE, et à une représentation des Européens vivant hors de l'Europe, à la définition d'une réelle citoyenneté européenne en travaillant à la convergence des droits de la nationalités, à la création rapide d'une structure représentative des expatriés de gauche en Europe.

Une Fédération utile au parti, à la gauche et aux Français de l'étranger. Un secrétariat fédéral le plus largement représentatif de notre Parti et de sa diversité, unit par l'action.

Une Fédération qui par ses perspectives et ses actions attire les jeunes et les binationaux en développant ses effectifs : nous avons un adhérent pour plus de 1600 Français vivant à l'étranger, tandis que le parti a 100 000 adhérents pour 60 000 000 Français, soit 1 adhérent pour 600 Français. Notre marge de progression est donc encore très forte :

- En faisant fortement tout ce que personne ne fera à notre place pour la défense des Français de l'étranger,
- En étant utile à nos pays d'accueil,
- En étant utile à notre famille politique, à notre pays, en apportant nos témoignages, nos analyses sur ce qui se passe dans le monde.

III / Questions statutaires :

Christian Castagna présente le travail de la commission Tome 1 page 103.

La commission a relevé des décalages entre les statuts nationaux et ceux de la FFE.

Les débats ont porté sur le fait que l'essentiel du travail fédéral est assuré par le bureau. Plusieurs intervenants se sont interrogés sur comment le conseil fédéral pourrait devenir un atout de la fédération.

Les rôles du bureau fédéral des adhésions et de la commission de contrôle financière ont donné lieu à interventions. Certains rappellent que le fonctionnement de la commission de contrôle financier ne nécessite pas de réunion physique et que des échanges par messagerie électronique peuvent suffire.

Christian a rappelé que la modification des statuts nécessite un vote préalable des sections. Il propose que les sections votent les modifications statutaires pour le congrès et que ces modifications soient validées par la convention 2006.

Plusieurs interventions ont lieu sur la question des adhérents non français qui pour certains pourraient poser des problèmes complexes dans certains pays. Plusieurs interventions rappellent qu'un moyen de régler ce problème et de s'appuyer sur des conventions de réciprocités avec les partis de l'IS et du PSE et afin de ne pas mettre en difficultés les sections ce serait au bureau fédéral de vérifier et lorsqu'il n'existe pas de parti membre de l'IS la décision relèverait du national.

La question de la double cotisation est aussi débattue ; la proposition est faite de faire d'abord un état de la situation et faire ensuite une proposition.

IV/ Mode désignation des candidats socialistes aux élections sénatoriales :

Jean Daniel Chaoui présente le tableau page 86 87 Tome1

La volonté qui prévaut est d'éviter les confrontations de bloc à bloc par des candidatures individuelles.

Trois projets sont exposés :

- La première logique confirme la désignation par l'ADFE.
- La deuxième implique une double implication FFE et ADFE
- La troisième donne à la FFE l'essentiel de la décision tout en préservant un dialogue avec les partenaires.

Plusieurs intervenants considèrent qu'une plus grande politisation des élections des Conseillers à l'AFE pourrait avoir des effets mobilisateurs en particulier en Europe.

Le rôle fédérateur de l'ADFE pour l'ensemble de la gauche est rappelé mais il est souhaité une plus grande implication et mobilisation des adhérents du PS dans l'association ceci devant permettre de réduire les situations conflictuelles.

Le rôle essentiel de l'ADFE dans des pays où le PS n'a pas d'existence légale est aussi souligné.

Le président de l'ADFE considère qu'il faut préserver le processus démocratique aux différentes étapes de la désignation des candidats : l'initiative doit revenir aux partis, le label est donné par l'association et c'est le groupe d'élus qui vote.

Mardi 30 août après-midi

L'Union européenne et la solidarité : les leçons du référendum du 29 mai

Débat avec Pierre Moscovici, Secrétaire International et Vice-président du Parlement Européen, Alan Dukes Directeur général de l'Irish Institute of European Affairs, Philip Cordery, Secrétaire général du PSE, et Pierre-Yves Le Borgn'

Hélène Conway a modéré la discussion.

Tous les intervenants étaient personnellement choqués et déçus du résultat du referendum Français. Ils ont tous bien souligné que le traité n'était pas parfait. Pierre Moscovici et Philip Cordery ont rajouté que le traité est bien mort et qu'il ne sera pas représenté sous sa forme actuelle.

Phillip Cordery a présenté une vision européenne du résultat alors que Alan Dukes, Pierre Moscovici et Pierre-Yves Le Borgn' ont exposé sur une perspective nationale.

Tous étaient en accord pour dire que l'Union Européenne continuera d'exister et que le traité de Nice n'est pas adapté pour 25 pays. Alan Dukes pense que l'Union Européenne est en difficulté mais pas en crise comme l'estime Pierre Moscovici. La cause de l'échec n'était pas le contenu du traité mais le contexte dans lequel il a été présenté. Pour qu'un referendum soit approuvé par le peuple il faut un exécutif populaire, un cycle économique positif et un sujet consensuel. Ces conditions étaient inexistantes en France.

Selon Pierre Moscovici, il faut que nous dépassions le débat actuel « du oui ou du non ». Le dépasser ne veut pas dire qu'il s'agit de renoncer à ses convictions, à ses engagements, ou à ses amitiés et encore moins d'abdiquer. Il est toutefois très important de ne pas rentamer un débat sur le traité présenté. Le vrai combat est contre la politique de la droite.

Ce referendum continuera à animer des discussions pour un certain temps mais il est important que l'on se retrouve sereinement pour faire un diagnostic partagé. Philip Cordery a le sentiment que dans beaucoup de pays où le traité a été ratifié de manière parlementaire aurait été un échec s'il avait été soumis aux électeurs.

Le non de gauche est un non à « une » forme de la construction Européenne. Selon Pierre Yves Le Borgn', le traité était « long, difficile à comprendre, complexe, aride, et rébarbatif. » Les Européens ne se sentent plus protégés par l'Union Européenne contre la mondialisation. Ce non fut un non à une « Europe technocratique, volontariste et inefficace. »

Pierre Moscovici pense qu'il faut écouter les problématiques énoncées par Blair mais il ne pense pas que leader Britannique ait les bonnes solutions même s'il faut reconnaître qu'il est le seul leader social démocrate de l'Union Européenne politiquement vivant. Pierre Moscovici a aussi évoqué l'ambiguïté de l'adhésion de la Turquie. Les négociations ont commencé avec la Turquie sans savoir quand elles se finiront mais en sachant comment elles se finiront ; c'est hypocrite et créera de nouveaux problèmes.

Il faut réévaluer la construction à partir de la réalité. Le gel de la construction de l'Union Européenne n'est pas souhaitable même si selon Philip Cordery il ne s'agit que d'une pause.

Alan Dukes est en désaccord avec Pierre Moscovici sur l'élargissement de 2004. Pour Alan, l'élargissement de 1984 était aussi dramatique que pour celui de 2005.

Tous ont reconnu l'importance de définir ce qu'est un Citoyen Européen. Les valeurs européennes communes existent déjà; une prospérité économique partagée, la culture et l'éducation, droit contre la force, l'inviolabilité des droits de l'homme.

Alan Dukes pense qu'il ne faut pas se tourner vers Bruxelles pour le manque d'un débat démocratique réellement Européen. Le système n'est pas construit pour être démocratique et que ce rôle repose chez les parlementaires nationaux. Les législateurs nationaux ont un droit de regard sur l'Union mais ne l'appliquent pas et qu'ils ne s'impliquent pas dans la législation Européenne. Pour Alan, l'Europe ne doit pas devenir un super état.

Alan Dukes pense qu'en France nous avons inutilement débattu du texte afin de savoir s'il construisait une Europe néolibérale ou une Europe sociale. Selon lui, ce n'est pas le traité qui définira la direction politique européenne mais la majorité des gouvernements nationaux élus.

Pour les intervenants français, l'Europe manque de débat politique. Un sujet politique sur l'arène nationale avec des positions clairement de gauche ou de droite se transforme automatiquement en sujet technocratique avec des divergences techniques à Bruxelles.

Il est très important que nous n'abandonnions pas nos objectifs socialistes.

1. **Questions des frontières** ; il faut aborder le problème sans tabous ni hypocrisie.
2. **Modèle de société européenne avec des européens** ; construire des citoyens européens (les militants de la FFE peuvent apporter quelque chose dans cette construction.) Par exemple, l'harmonisation des diplômes.
3. **Des compétences sociales** ; un salaire minimum européen, une sécurité sociale européenne et une sécurité sociale professionnelle.
1. **Une Europe Économique** ; le premier budget de l'Europe ne doit pas être l'agriculture mais la recherche et l'éducation. Contrairement à Chirac et Blair, il ne faut pas un budget économique de 1% mais plutôt 2% comme nous le demandons au PS.

L'idée principale qui semble ressortir des interventions est que les peuples européens ont besoin d'une identité européenne, de se sentir européens et d'avoir confiance dans les Institutions Européennes.

Le PSE a besoin d'un clivage plus grand entre la droite et la gauche au niveau européen et se doit de proposer un projet Européen commun. Les dirigeants du PSE sous Rasmussen tentent d'organiser un grand débat militant européen. Il est aussi primordial que les partis nationaux s'impliquent plus dans le PSE.

Phillip Cordery a repris les mots d'un premier ministre Suédois qui disait que le PSE deviendrait un vrai parti « le jour où des premiers ministres socialistes accepteront de pousser une décision du PSE bien que celle-ci soit contre celle du parti national. »